

# Le point sur la dette fédérale et sa source de financement

Depuis le début de la pandémie, les programmes d'aide fédéraux et les milliards de dollars qui les accompagnent se sont multipliés. D'où viennent tous ces milliards?



La vice-première ministre et ministre des Finances du Canada, Chrystia Freeland, présentera sa première mise à jour économique le 30 novembre.

PHOTO : LA PRESSE CANADIENNE / COLE BURSTON

- Partagez via Facebook (Fenêtre modale)

Facebook

- Partagez via Twitter (Fenêtre modale)

Twitter

- Partagez via LinkedIn (Fenêtre modale)

LinkedIn

- Partagez via Courriel (Fenêtre modale)

Courriel

- Activer l'option d'impression du navigateur

Imprimer

- Afficher les commentaires

Commentaires

[Mathieu Dion \(accéder à la page de l'auteur\)](#)

[Mathieu Dion](#)

**Publié le 28 novembre 2020**

Lundi, la mise à jour économique de la ministre des Finances Chrystia Freeland nous donnera un meilleur aperçu du déficit fédéral historique prévu cette année. La Prestation canadienne et la Subvention salariale d'urgence ainsi que d'autres aides de toutes sortes, conjuguées à une perte de revenus, ont plongé les finances publiques dans le rouge.

**Selon les dernières estimations faites par le directeur parlementaire du budget, le déficit atteindrait les 329 milliards de dollars. La dette brute passerait ainsi de 721 milliards à 1050 milliards de dollars.** Vous avez bien lu : plus d'un billion de dollars!

Les déficits s'accumuleront ensuite pendant plusieurs années, bien que dans une moindre mesure. Dans cinq ans, la dette se chiffrerait à 1300 milliards.

## Un rapport dette/PIB acceptable

Mais il faut avant tout s'attarder au rapport dette/produit intérieur brut avant de s'émouvoir devant l'ampleur des chiffres. **Si la tendance se maintient, notre dette s'établira à plus ou moins 48 % de la taille de notre économie; ce rapport était de 31 % l'année dernière, le plus faible parmi les pays du G7 qui ont un rapport moyen de 100 %.**

François Delorme, économiste et chargé de cours à l'Université de Sherbrooke, explique l'importance de ce rapport en donnant l'exemple de deux personnes qui gagnent des revenus de 40 000 \$ et 100 000 \$ respectivement et qui auraient une dette de 10 000 \$.

Le rapport dette/revenus serait de 25 % dans le premier cas. Pour la seconde personne, de 10 %, donc sa capacité de payer est beaucoup plus élevée. Je n'utilise jamais les chiffres en valeur absolue, dit-il.

*On voit bien que le ratio dette/PIB du Canada est dans des proportions acceptables.*  
François Delorme, économiste et chargé de cours, Université de Sherbrooke

**François Delorme, économiste! Il oublie une chose; avoir la capacité de payer (en 2020-2021, on parle de 19,5 milliards) est beaucoup plus que rien (0 \$, si le gouvernement avait emprunté de la BdC), la Banque publique du Canada qui nous appartient, (à nous Canadiens).**

Nous avons ainsi en début de pandémie une bonne marge de manœuvre. Nous voilà maintenant avec une certaine marge de manœuvre. **Récemment, le directeur parlementaire du budget évoquait dans un rapport que le gouvernement canadien pourrait augmenter les dépenses ou réduire les impôts – ou une**

**combinaison des deux – à hauteur de 19 milliards de dollars avant que nos finances ne deviennent insoutenables.**

**Il oublie aussi que dès que la reprise aura eu lieu (lorsque l'inflation atteindra 2%), la Banque des Règlements Internationaux (BRI) prévoit augmenter les taux d'intérêt. Jusqu'où grimperont ces taux ? Faut se rappeler qu' 2014-2015, les intérêts payés sur la dette canadienne ont dépassé 60 milliards \$.**

L'heure n'est pas à l'austérité, déclarait le premier ministre Justin Trudeau dans son [discours du Trône](#). Et à la fin du mois d'octobre, dans une allocution devant le Forum mondial de Toronto, la ministre Chrystia Freeland prévenait qu'il est plus dangereux et pourrait être plus coûteux d'en faire trop peu que d'en faire trop, tout en indiquant qu'il y a une limite et pas de [chèque en blanc](#).

Avec les taux d'intérêt près de zéro, les frais d'intérêt payés sur la dette devraient d'ailleurs diminuer cette année par rapport à l'année dernière de 24 à 22 milliards de dollars.

**François Delorme oublie aussi qu'en payant des frais d'intérêt aux 6 grandes banques commerciales du Canada, ainsi qu'aux caisses de retraite, aux compagnies d'assurances, aux investisseurs et aux particuliers, c'est comme empêcher la BdC d'accomplir les tâches pour lesquelles elle doit répondre, notamment en faisant des prêts sans intérêt aux municipalités..., aux provinces et au gouvernement fédéral pour des dépenses en éducation, en santé et autres services sociaux, ainsi que pour les infrastructures.**

## Une crise payée par des obligations

Pour financer ses dépenses, le gouvernement canadien a émis une quantité phénoménale de bons du Trésor et d'obligations. Il s'agit de titres de dettes que l'État sera obligé de rembourser à court, moyen ou long terme, moyennant un intérêt.

Ce sont normalement les banques, caisses de retraite, compagnies d'assurances, investisseurs et particuliers qui achètent ces titres. **(Cette fois-ci, notre banque les banques, caisses de retraite, compagnies d'assurances, investisseurs et particuliers qui achètent ces titres, centrale a pris le relais en mettant la main dessus à coup de milliards de dollars.)** La source de son propre financement : des crédits qu'elle donne en contrepartie aux banques canadiennes qui ont un compte chez elle.

**Cette fois-ci: Indique bien que ce n'est pas toutes les fois que la BdC achète les bons du trésors et les obligations. C'est plus une exception et elle le fait à la place des banques, des compagnies d'assurances, des investisseurs et des particuliers.**

En conséquence, la Banque du Canada contribue à maintenir les taux d'intérêt bas et crée de l'argent que les institutions financières peuvent ensuite prêter aux ménages et aux entreprises plus facilement.

Le nom de cette procédure exceptionnelle : l'assouplissement quantitatif.(QE)

Le bilan de la banque est passé de 120 à 550 milliards de dollars depuis le début de l'année, car elle a en plus racheté des milliards de dollars en actifs divers pour soutenir les marchés financiers. **Depuis son sommet, ce bilan baisse progressivement; il est maintenant de 537 milliards.**

**Réduire son bilan, au lieu de dire : réduire la quantité de prêts . Cela revient à dire qu'après un certain temps la BdC revend les obligations du gouvernement aux marchés financiers**

**On a utilisé la Banque du Canada pour financer la dette du gouvernement, résume François Delorme. C'est la façon par laquelle nous avons financé la crise pandémique.**

**Pour un certain temps, c'est-à-dire jusqu'au moment où la BdC revendra les obligations du gouvernement aux marchés financiers (Ce sont normalement, les banques, caisses de retraite, compagnies d'assurances, investisseurs et particuliers qui achètent ces titres).**

## Sur le radar : l'inflation

**Il faudra maintenant surveiller jusqu'à quel point le gouvernement de Justin Trudeau a l'intention de profiter de la faiblesse des taux d'intérêt pour continuer d'emprunter et de réinvestir dans l'économie.**

**Ici, il faut faire la différence entre l'argent donné aux particuliers (cette argent remplace les revenus des particuliers et est normalement dépensé dans le marché réel). L'argent remis aux entreprises (selon la QE l'assouplissement quantitatif) est utilisé pour acheter les actions de l'entreprise ou garder en réserve (elle n'est pas utilisée pour investir dans le marché réel).**

De nouveaux programmes sociaux sont en plus attendus, dont une subvention pour des places en garderie et un régime d'assurance-médicaments universel.

**À terme, l'injection d'argent pourrait exercer une pression sur les prix – la demande augmentant plus vite que l'offre – et entraîner un risque**

**inflationniste. Le danger, c'est qu'on déclenche de l'inflation, indique M. Delorme. C'est pour ça qu'on dit qu'il y a une limite et que nous devons revenir à des méthodes conventionnelles.**

**C'est quoi cette limite et qu'elles sont ces méthodes conventionnelles ?**

Pour limiter la hausse de l'inflation, la Banque du Canada **devra tôt ou tard hausser son taux directeur**, qui a une incidence sur les autres taux d'intérêt. Les frais financiers du gouvernement comme des particuliers deviendront plus lourds à soutenir, à moins qu'une nouvelle politique fiscale vienne resserrer la marge de manœuvre des Canadiens.

**D'accord que la BdC devra hausser son taux directeur. Est-ce que le mot resserrer est le bon mot ou élargir ne serait-il pas plus adapter?**

## Le gouverneur de la Banque du Canada défend les achats d'obligations

Le gouverneur de la Banque du Canada a présenté jeudi une défense détaillée de l'opération d'achats d'obligation de la banque centrale, affirmant qu'elle visait à réduire les coûts d'emprunt dans tout le pays.

La banque centrale détient maintenant **un peu moins du tiers de la dette fédérale**, et elle estime qu'elle peut encore augmenter ces achats avant que **cela ne nuise aux marchés du crédit**.

**Au 28 novembre 2020, la BdC détient un peu moins de 1/3 de la dette fédérale;c'est ce que nous dit M Tiff Macklem. Qui détient l'autre 2/3 ?**

**M. Tiff Macklem nous dit aussi que le BdC peut encore augmenter ses achats avant que cela nuise aux marchés du crédit.**

**La BdC ne doit pas nuire aux marchés du crédit, en quelle honneur elle ne doit pas nuire aux marchés du crédit? En vertu de quelle loi?**

Mais ces achats ont placé le gouverneur Tiff Macklem sur une sellette politique, les conservateurs du Parlement ayant reproché à la banque centrale de sembler trop à l'aise avec les libéraux au pouvoir.

Lors d'une comparution devant le comité permanent des finances de la Chambre des communes, **M. Macklem a affirmé que la banque ne finançait pas le gouvernement fédéral, mais qu'elle réduisait le coût de l'emprunt pour les ménages et les entreprises.**

**Et ce n'est pas moi qui le dit, c'est le gouverneur lui-même !**

**Selon lui, la banque centrale cessera d'acheter des obligations de l'État une fois la reprise bien amorcée, ce qui devrait se produire avant que l'inflation ne renoue avec la cible de 2 % privilégiée par la banque.**

**Quand la reprise sera bien amorcée ? À 0,5%, à 1%, à 1,5% ?**

Mathieu Dion ([accéder à la page de l'auteur](#))